

## A bout portant



**Gary Kasparov**  
Ex-champion du monde d'échecs

PROPOS RECUEILLIS PAR JUREK KUCZKIEWICZ ET L. B. (ST.)

Ex-champion du monde d'échecs, Gary Kasparov s'illustre désormais dans le jeu politique. Son but ? Des élections présidentielles libres et honnêtes en 2008. Sa stratégie : combattre d'abord le système, pas Poutine.

**Vladimir Poutine a pris le contrôle du gouvernement, des médias, des parties les plus stratégiques de l'économie, maintenant c'est au tour des organisations non gouvernementales. A qui le tour ?**

A une explosion ! Cela fait des années que Poutine essaie de museler la société civile. A vrai dire, cela m'étonne que les gens soient surpris par cette loi... Si elle cause tant de remous, c'est parce qu'elle concerne des ONG sponsorisées par l'Occident. Personnellement, je la trouve

horrible. Mais est-ce qu'elle l'est plus que celle qui autorise le fisc russe à prélever de l'argent sur votre compte en banque si on vous soupçonne de fraude, ce qui viole complètement votre présomption d'innocence ?

**Pensez-vous que la loi va passer comme telle ?**

Poutine va probablement jouer le « gentil flic » et la Douma le « méchant ». Il va certainement adoucir la loi, mais il n'en changera pas la nature. Elle sera utilisée contre quelques ONG, comme un gros bâton qu'ils pourront utiliser à leur guise. Par exemple, contre « Russie ouverte », l'organisation de Mikhaïl Khodorkovski (l'ancien patron de Loukos, qui purge une lourde peine de prison pour fraude fiscale, NDLR).

## « Il y aura une crise en Russie avant 2008, le régime est trop corrompu »

**Vous ne pariez tout de même pas sur une révolution ou un soulèvement populaire ?**

Je pense qu'il y a une crise avant 2008. Le régime est tellement corrompu, inefficace et rigide ! Tout cela alimente la frustration du peuple russe. En fait, le problème fondamental de ce régime, c'est qu'il n'offre aucune perspective d'avenir. Et cela ne concerne pas seulement les pauvres. Poutine ne garantit pas la stabilité du pays. Sa popularité diminue, même les médias officiels l'admettent. Les gens sont de plus en plus déçus : ils savent que l'Etat croule sous l'argent et que rien ne retourne vers eux.

**Quel est votre plan alors ?**

D'après nos analyses, nous entrons dans le même processus qu'au Chili en 1988-89. Tous les par-

tis, des communistes aux chrétiens-démocrates, se sont unis pour contraindre Pinochet lors du référendum. Il nous faut une coalition du même genre. Il s'agit de se battre pour des élections honnêtes et pour faire échouer les tentatives de Poutine de faire gagner son candidat, ou de rester au pouvoir. Si les conditions pour de telles élections sont réunies, alors on pourra commencer à penser à un candidat. Mais nous devons d'abord concentrer nos efforts pour combattre le système. Par démanteler le régime, j'entends restaurer toutes les libertés atteintes et redonner du pouvoir politique et financier aux régions.

**Vous croyez Vladimir Poutine lorsqu'il affirme qu'il ne modifiera pas la constitution pour briser un troisième mandat ?**

Il a fait des déclarations contradictoires dans les journaux étrangers. Dans la dernière en date, il a dit qu'il n'avait aucune intention de changer la constitution, et puis il a ajouté « qu'entre les élections et le moment où le nouveau président rentrera dans son bureau, je resterai au pouvoir et je ne laisserai personne déstabiliser la Russie ». En langage KGB cela signifie : « Si j'organise les élections et que je n'aime pas les résultats, je resterai au pouvoir. » Pour ma part, je suis convaincu que c'est son but.

**Comment voyez-vous votre propre rôle ?**

Devenir une figure de l'opposition et unir la droite et la gauche contre le régime. Je ne fais pas cela pour l'argent, j'en ai assez. Je veux juste que mon pays soit libre. ■

## Carte blanche

## Pour l'excellence d'une recherche scientifique sans carcans

Jean-Claude Henquin UCL, Jean Bricmont UCL, Marco Dorigo ULB, Jean-Michel Foidart ULG, Jacques Thisse UCL  
Lauréats du Prix Quinquennal du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS)

Le 22 novembre, les signataires de cette *Carte blanche* et cinq scientifiques néerlandophones ont eu l'honneur de recevoir un prix quinquennal du Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS) ou du Fonds voor wetenschappelijk onderzoek (*Le Soir* du 16 novembre). Les prix scientifiques sont appréciés à leur juste valeur par les chercheurs qui ont la chance d'être reconnus et récompensés. Ils ne suffisent pas. Tous les chercheurs ont besoin d'un soutien tangible, moral et financier, adapté aux conditions de la recherche contemporaine.

En se faisant l'écho des réalisations de leurs lauréats, les médias flamands ont renforcé un esprit de soutien de la recherche déjà bien ancré en Flandre. La discrétion des médias francophones, au contraire, n'a pas contribué à éveiller l'intérêt de nos concitoyens pour la recherche, ni à diminuer les difficultés de la communauté des chercheurs dans la partie francophone du pays.

Celle-ci, en effet, n'est pas un modèle en matière de financement de la recherche scientifique. Nous saluons donc les initiatives récentes de la Région wallonne et imminentes de la Communauté française (augmentation du budget du FNRS en 2006), mesures annonciatrices d'éclaircies. Mais l'effort global de recherche est encore loin du but fixé, à 3 % du PIB, par les responsables européens.

Il n'y a pas que les montants alloués à la recherche qui sont importants. Les finalités et modalités de leur attribution le sont tout autant. Les prix du FNRS récompensent des travaux en sciences exactes fondamentales (Jean Bricmont) et appliquées (Marco Dorigo), en sciences humaines et sociales (Jacques Thisse), ainsi qu'en sciences biomédicales fondamentales (Jean-Claude Henquin) et cliniques (Jean-Michel Foidart). Pourquoi cinq prix ? Parce que les do-

maines, les méthodes et les buts de la recherche scientifique sont multiples, tous importants et respectables. Cette variété est une richesse que devrait entretenir une même variété de soutiens et de modes de financement.

Malheureusement, les pratiques actuelles sont trop souvent dirigistes, comme dans le cas du « plan Marshall » qui financera essentiellement une recherche appliquée, rapidement valorisable dans des secteurs industriels prédéfinis. Cette politique est inadaptable à la recherche fondamentale, dont l'oubli aujourd'hui entraînera l'appauvrissement de la recherche appliquée demain.

**Le plan Marshall néglige la recherche fondamentale. Cet oubli appauvrira, demain, la recherche appliquée**

En 1977, Rosalyn Yalow reçut le prix Nobel « pour le développement du dosage radio-immunologique des hormones peptidiques », technique qui eut un impact scientifique majeur et d'importantes retombées médicales et économiques (systèmes d'analyse pour le diagnostic de nombreuses maladies). Mais Yalow a toujours insisté sur le fait que ce développement était un fruit tout à fait inattendu d'une recherche dont le but général est de comprendre la pathogénie du diabète, et le but particulier de déterminer la demi-vie de l'insuline dans le sang. Donc, rien de planifié !

Les exemples abondent de découvertes ayant fortuitement abouti à des développements technologiques utiles (médicaments, transistors, lasers). La recherche fondamentale est incompatible avec la demande trop souvent faite aux chercheurs de décrire et dater les objectifs à atteindre. Cette exigence bureaucratique ignore qu'en ne laissant plus de place à l'inattendu, on tue l'in-

térêt scientifique et on tarit la passion des chercheurs.

Les conditions d'attribution des crédits de recherche doivent aussi être diversifiées. La constitution a priori de réseaux de laboratoires, sans doute nécessaire pour la faisabilité de certains projets, ne devrait pas être le modèle de référence unique et la condition d'octroi de fonds. Tous les vrais chercheurs établissent spontanément des collaborations, durables ou éphémères selon les besoins. La lourdeur de certains dossiers de demande de crédits doit être corrigée car elle n'aide en rien à l'identification des chercheurs méritant d'être soutenus. Enfin, les réalisations antérieures des chercheurs devraient prévaloir sur les promesses d'un projet : « *Fund the investigator, not the investigation* » (1).

Nous plaçons donc pour que l'effort des pouvoirs publics ne se relâche pas et que soient augmentés de façon significative et durable la dotation du FNRS et de ses Fonds associés ainsi que les budgets spécifiques de la recherche alloués aux universités. Nous souhaitons que l'European Research Council soit mis en place rapidement pour contribuer à l'excellence dans l'espace européen de la recherche, sur un mode de fonctionnement semblable à celui du FNRS, avec évaluation de la qualité des demandes individuelles par des commissions de pairs. Tout retard aggraverait une situation qui hypothèque les chances de l'Europe (et que dire de notre Communauté) dans la concurrence internationale qui se développe. Nous risquons de payer très cher un manque de clairvoyance et de volonté. Il ne faudra pas, demain, reprocher aux chercheurs d'avoir omis de prévenir leurs concitoyens des risques auxquels nous sommes confrontés. ■

(1) Ch. de Duve, Prix Nobel 1974, « *J. Biol. Chem.* » 279 : 21679, 2004.

## Le Royer



## Le Grand Jury

## Nasri Sayegh, penseur laïc en terre musulmane

Hier soir, c'est Nasri Sayegh, écrivain libanais, professeur de philosophie et de civilisation arabe à Beyrouth, qui était l'invité du Grand Jury RTL-Le Soir.

« Cela fait un siècle et demi que la laïcité s'est implantée au Liban », expliqua l'invité. Malheureusement, dans tout le Moyen-Orient, les mouvements religieux ont pris le dessus. Mais l'amalgame entre religion et État n'est pas pour autant une caractéristique de l'Islam : de nombreux penseurs islamiques l'ont dit et écrit. »

Le fait que l'extrémisme religieux gagne chaque jour du terrain dans cette partie du monde

navre le philosophe laïc.

« Hélas, commente-t-il, les régimes arabes qui ont prétendu imposer la laïcité (en Irak ou en Syrie, par exemple) étaient des régimes dictatoriaux, soutenus par l'Occident. Ce faisant, l'Occident n'a pas protégé les idéaux laïcs, mais bien certains régimes, pour des raisons économiques. Dans ces conditions, la population a trouvé réconfort auprès de groupes comme les Frères musulmans, qui proposent des bourses, des hôpitaux... »

« Ces régimes dictatoriaux, poursuit Sayegh, ont détruit le passé et le présent, mais également l'avenir, la possibilité d'un « autre choix ». Quant à l'Occident : on ne lar-

gue pas la démocratie avec des bombes au phosphore ! La démocratie n'est pas un produit que l'on introduit dans un marché. »

Et en Belgique : comment réagir face à la montée d'un islam politique dur ?

« Il y a plusieurs formes d'islamisme, répond Nasri Sayegh. Celui qui a recours à la force aveugle est celui contre lequel il faut lutter, de manière sécuritaire. Mais il faut également considérer les problèmes politiques et sociaux ; il faut dialoguer avec les gens qui sont avec vous, en Belgique. Il faut qu'ils soient pleinement belges, sans aucune discrimination. Toutes les politiques du ghetto et de l'exclusion ont échoué. » ■

WILLIAM BOURTON